

HALTE AUX MASSACRES EN PALESTINE, ARRÊT DE LA COLONISATION



Avec plus de 15 000 morts et 1,5 millions de déplacés l'offensive israélienne sur Gaza a déjà dépassé le bilan de la Nakba de 1948 qui avait entraîné le déplacement de 750 000 Palestiniens après une guerre ayant couté la vie à 5000 d'entre eux. Tandis que 40 % et 50 % des infrastructures du nord de la bande de Gaza ont été détruites par l'armée israélienne.

LA PRISON POUR CELLES ET CEUX QUI RÉSISTENT

La trêve en vigueur repose sur la libération des prisonniers fait par le Hamas le 7 octobre et leur échange contre des prisonnierEs palestinienNEs. Sur la liste de 300 prisonnierEs libérables publiée par Israël, 267 sont des adolescentEs entre 14 et 18 ans, originaires de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Selon les organisations palestiniennes et israéliennes qui les suivent, presque tous étaient en attente de procès, ou en détention administrative. Cet outil juridique israélien est contraire au droit international. Hérité du mandat britannique, il permet d'emprisonner sans procès et indéfiniment quelqu'unE soupçonné de représenter un risque pour l'État. Depuis le 7 octobre, plus de 3 000 palestinienNEs de Cisjordanie ont ainsi été emprisonnéEs.

Alors que les PalestinienNEs sont empêchéEs de revenir au nord de la bande de Gaza à l'occasion de la trêve, le 24 novembre l'armée israélienne larguait des tracts sur la ville de Khan Younes situé au sud de la bande de Gaza en demandant aux PalestinienNEs de l'évacuer. Mais pour aller où ?

LA POSSIBILITÉ D'UN GÉNOCIDE

Derrière l'objectif affiché de destruction du Hamas par le gouvernement de Netanyahu, c'est bien à une guerre d'annihilation contre la

population palestinienne à laquelle on assiste. Le gouvernement israélien veut la mener au bout et la faire durer. Lorsque la trêve prendra fin les massacres vont reprendre et l'on peut s'attendre à de nouvelles annexions de territoires et à l'accentuation de la colonisation en Cisjordanie où 8 Palestiniens ont encore été assassinés dimanche 26 novembre. On parle même de la possibilité d'une évacuation totale de la bande de Gaza avec l'installation de camp de réfugiés dans le Sinaï. Ces déplacements forcés de population, ces massacres de civilEs sont qualifiés par le droit international de nettoyage ethnique. Le 2 novembre les experts de l'ONU alertait sur un risque de génocide en l'absence de cessez-le-feu.

METTRE FIN À LA COLONISATION

L'attaque du 7 octobre a montré que l'État d'Israël n'était pas intouchable. Elle a également sonné la fin de la perspective d'une solution à deux États, les accords d'Oslo n'ayant débouché que sur plus de colonisation, plus d'occupation et plus d'apartheid. La seule solution repose sur l'égalité des droits, la justice et donc la fin de l'État d'apartheid qu'est Israël. Une alternative serait ainsi la perspective d'un seul État pour tous·tes, laïc, démocratique permettant le droit au retour des Palestiniens depuis 1948. Mais l'urgence est aujourd'hui d'ancrer sur la durée un mouvement de solidarité avec la Palestine afin de peser sur notre gouvernement et à l'échelle internationale pour imposer la fin du massacre en cours contre le peuple palestinien.

Vendredi 1^{er} décembre 2023



l'Anticapitaliste

lanticapitaliste.org hebdo mensuel émission

contact@npa2009.org